



Message 2020-DICS-7

11 février 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant la loi modifiant la loi sur la scolarité obligatoire (évaluation et bulletin scolaire)

Suite à la motion 2019-GC-53 Jakob Christine/Johner-Etter Ueli relative à l'évaluation et au bulletin scolaire au 1^{er} cycle (1–4H) de l'enseignement obligatoire, nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS).

1. L'origine de la proposition	1
2. La nécessité du projet	2
3. Conséquences financières et en personnel	4
4. Répartition des tâches Etat-communes	4
5. Effets sur le développement durable	4
6. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet	4
7. Soumission aux référendums législatif et financier	4

1. L'origine de la proposition

1.1. Motion 2019-GC-53 Jakob Christine/ Johner-Etter Ueli. Evaluation et bulletin scolaire au 1^{er} cycle (1–4H) de l'enseignement obligatoire

La motion 2019-GC-53 relative à l'évaluation et au bulletin scolaire au 1^{er} cycle (1–4H) de l'enseignement obligatoire a été déposée par la députée Christine Jakob et le député Ueli Johner-Etter ainsi que par 31 cosignataires le 15 avril 2019 et transmise au Conseil d'Etat le 23 avril 2019. Les motionnaires font remarquer que, sur décision du canton, les écoles de l'enseignement obligatoire de langue allemande travaillent selon le Lehrplan 21 (LP 21) à partir de l'année scolaire 2019/20 et que le bulletin scolaire, conformément à la recommandation du rapport «Evaluer» de la Conférence alémanique des directeurs de l'instruction publique (D-EDK), devrait contenir au plus tôt à la fin du 1^{er} cycle (fin de la deuxième année primaire/4H) une évaluation des performances, car les élèves de ce degré présentent de fortes différences concernant leur processus d'apprentissage et il convient de leur éviter une pression précoce et non adaptée à leur âge concernant leurs performances.

Selon les motionnaires, la décision de principe du 14 décembre 2018 de la Direction de l'instruction publique, de la culture et

du sport (DICS) relative à l'évaluation et au bulletin scolaire au 1^{er} cycle (1H/2H: attestation d'enseignement, attestation d'entretien avec les parents avec présentation des progrès d'apprentissage de l'élève sur la base de l'instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation; 3H/4H: évaluation de l'atteinte des objectifs fixés pour les compétences disciplinaires à l'aide d'une échelle à quatre degrés avec des appréciations) dans un but d'harmonisation entre les deux parties linguistiques du canton contredit aussi bien la recommandation du rapport de la D-EDK que la philosophie du Lehrplan 21.

Les motionnaires estiment qu'avec ses deux plans d'études différents ainsi que ses différences linguistiques et culturelles, le canton de Fribourg devrait autoriser deux modèles différents de bulletin scolaire dans le domaine de l'instruction publique et que des mesures adaptées devraient être prises à cette fin.

Par conséquent, ils demandent de se conformer à la recommandation de la D-EDK et au rapport correspondant du groupe de travail de la Commission Ecole publique «Evaluer», de sorte à ce que le bulletin scolaire de la partie alémanique comporte pour la première fois à la fin du 1^{er} cycle (2^e semestre de 4H) une évaluation sommative avec des appréciations. Les dispositions légales y relatives devraient être adaptées en conséquence.

1.2. Réponse du Conseil d'Etat à la motion et décision du Grand Conseil

Le 28 mai 2019, le Conseil d'Etat a répondu aux motionnaires par une vue d'ensemble sur le traitement actuel de l'évaluation des domaines disciplinaires dans le bulletin scolaire de la 1H à la 11H dans les parties germanophone et francophone du canton.

De plus, le Conseil d'Etat rappelait qu'avec la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (LS, RSF 411.0.1), la demande du Grand Conseil concernant une harmonisation des deux systèmes scolaires et du traitement équitable des élèves du canton serait prise en compte.

Le Conseil d'Etat était de l'avis que les articles 37 et 38 de la nouvelle loi scolaire et les articles 72 à 75, 77 à 79 et 81 du règlement du 19 avril 2016 de la loi sur la scolarité obligatoire (RLS, RSF 411.0.11) contenaient toutes les bases légales nécessaires afin de garantir une évaluation harmonisée et égale – en particulier pour ce qui concerne le bulletin scolaire – des élèves germanophones et francophones du canton de Fribourg. Il accordait ainsi plus de poids à l'harmonisation à l'intérieur du canton qu'à l'harmonisation linguistique ou intercantionale de par le fait que les élèves des deux parties linguistiques du canton de Fribourg fréquentent les mêmes écoles cantonales postobligatoires professionnelles ou du secondaire 2 (gymnases, écoles de commerce ou écoles spécialisées) après leur scolarité obligatoire. En ce qui concerne les degrés 3H et 4H, il existait déjà un traitement équivalent de l'évaluation des compétences disciplinaires dans les bulletins scolaires francophone et germanophone ayant fait ses preuves et celui-ci devait être préservé. Pour ces raisons, le Conseil d'Etat proposait de rejeter la motion.

Le Grand Conseil n'a pas suivi cette recommandation. Le 26 juin 2019, la motion a été acceptée par 57 voix contre 31 et 4 abstentions. Les raisons qui ont conduit à cette décision concernaient avant tout la question du moment et de la forme d'une évaluation sommative dans le bulletin scolaire au cours du 1^{er} cycle. L'évaluation au 1^{er} cycle devrait être en première ligne formative et intervenir sous la forme de feedbacks et de points réguliers sur la situation. Plusieurs parlementaires étaient de l'avis que l'introduction du Lehrplan 21 constituait le moment opportun pour un changement d'optique par rapport aux pratiques d'évaluation. La conception différente des objectifs de formation en raison des différences linguistiques régionales dans le PER et le Lehrplan 21 ainsi que l'empreinte linguistique et culturelle devaient influencer les pratiques d'évaluation. C'est pourquoi deux modèles différents de bulletin scolaire pour le 1^{er} cycle doivent être validés pour le canton de Fribourg. De par cette décision, le Conseil d'Etat est dans l'obligation de proposer une modification de l'article 37 de la loi scolaire.

2. La nécessité du projet

En 2014, le Grand Conseil a ancré les bases légales en lien avec l'évaluation et la promotion dans la loi scolaire. Deux points principaux sont à relever dans ce cadre:

- > Article 37 al. 1 LS: *Le travail scolaire est l'objet d'une évaluation régulière, communiquée à l'élève et à ses parents.*
- > Article 38 al. 1 LS: *Le travail scolaire, les connaissances et compétences acquises ainsi que l'âge de l'élève déterminent sa promotion d'une année ou d'un cycle à l'autre.*

Les articles 72 à 79 du règlement d'application précisent de façon détaillée le but, le contenu, les modalités, les critères et le mode de transmission de l'évaluation, et donnent des indications relatives au bulletin scolaire. En ancrant dans l'article 37 LS que le contenu des bulletins scolaires doit être en lien avec les plans d'études, la demande contenue dans la motion sera prise en compte.

La terminologie des plans d'études relative à la description des disciplines et des compétences transdisciplinaires doit être prise en considération dans les bulletins scolaires de chaque région linguistique. Dans ce chapitre sont explicitées les différentes incidences de la définition des objectifs de formation de chaque région linguistique dans les deux plans d'études («Plan d'études romand», PER, et Lehrplan 21), en rapport avec la conception de l'évaluation et le bulletin scolaire du 1^{er} cycle de l'enseignement obligatoire de la partie alémanique.

Ce message s'appuie largement sur la réponse du Conseil d'Etat du 28 mai 2019 à la motion 2019-GC-53.

2.1. Deux plans d'études en fonction des régions linguistiques (PER et Lehrplan 21)

Le PER a été introduit dans la partie francophone en 2010, le Lehrplan 21 est entré en vigueur dans les écoles obligatoires de la partie alémanique au début de l'année scolaire 2019/20 et sera complètement implanté d'ici la fin de l'année scolaire 2022/23. La définition des objectifs de formation en fonction de la région linguistique dans les deux plans d'études ainsi que l'empreinte linguistique et culturelle ont une influence à différents niveaux sur les écoles des deux régions linguistiques. Cette influence a trait entre autres à la culture scolaire, à l'organisation de l'école et de l'enseignement, aux grilles horaires et à la conception de l'évaluation.

2.2. Conception de l'évaluation

Ni le Lehrplan 21, ni le PER ne donnent des indications sur l'évaluation relative à la promotion, c'est-à-dire aux épreuves d'évaluation, bulletins scolaires, mises de notes et règles de promotion, lesquels font l'objet de réglementations cantonales. Par contre, le rapport «Evaluer» du groupe de travail de la Commission Ecole publique (3.11.2015) de la Conférence alémanique des directeurs de l'instruction publique (D-EDK), évoqué dans la requête des motionnaires, émet la recommandation suivante pour l'évaluation des performances au premier cycle (1H–4H): comme le Lehrplan 21 formule des objectifs obligatoires pour la première fois à la fin du 1^{er} cycle (fin de la 2^e année primaire/4H), le bulletin scolaire devrait contenir une évaluation des performances au plus tôt à la fin du 1^{er} cycle. Il est ainsi tenu compte d'une part du fait que les élèves de ce degré se distinguent fortement du point de vue de leur processus d'apprentissage et, d'autre part, qu'il convient d'éviter de les soumettre trop tôt à une pression qui ne correspond pas à leur âge.

Comme déjà évoqué, le Lehrplan 21 ne donne aucune indication quant à l'évaluation prise en compte pour la promotion, car celle-ci relève des cantons et s'appuie sur les conditions-cadres cantonales respectives. C'est la raison pour laquelle, même entre les cantons alémaniques, il n'y a pas de pratique unifiée dans le domaine de l'évaluation prise en compte pour le bulletin scolaire au 1^{er} cycle.

Par contre, les formulations de compétences du Lehrplan 21 donnent des possibilités de renforcement de l'évaluation formative orientée sur l'encouragement dans tous les cycles. Dans ce but, le service de l'enseignement obligatoire de langue allemande (DOA) a développé un concept de formation continue interne aux établissements en 3 modules («Evaluation et vécu de compétences», «Feedback formatif et soutien adaptatif» ainsi que «Différenciation et tâches d'apprentissage»), qui doit obligatoirement être déployé dans toutes les écoles durant la période allant de 2019/20 à 2022/23.

2.3. Bulletin scolaire du 1^{er} cycle pour l'enseignement obligatoire alémanique

Afin de se conformer aux demandes faites dans la motion 2019-GC-2019 avalisée par le Grand Conseil, l'évaluation au 1^{er} cycle interviendra de la manière suivante dans le bulletin scolaire dès l'entrée en vigueur du Lehrplan 21 au début de l'année scolaire 2019/20:

- > En 1H et 2H, le fait que l'enseignement ait été suivi ainsi que la mention selon laquelle un entretien avec les parents à propos du processus d'apprentissage et de développement a bien eu lieu sur la base du document officiel «Accompagner et soutenir l'apprentissage en 1H et 2H» (Lbf 1H/2H) du DOA figurent dans le bulletin scolaire.

> En 3H et au premier semestre de la 4H, le fait que l'enseignement a été suivi en allemand, mathématiques, «nature, humanité et société» (NMG), arts, «mouvement et sport» ainsi que musique est signalé dans le bulletin scolaire par la mention «suivi». Il est également attesté dans le bulletin scolaire qu'un entretien avec les parents à propos du processus d'apprentissage et de développement des compétences disciplinaires et transdisciplinaires de l'élève a bien eu lieu sur la base de l'instrument obligatoire «Accompagner et soutenir l'apprentissage en 3H et 4H» (Lbf 3H/4H). Après l'approbation de la motion, cet instrument a été développé et finalisé à la mi-octobre 2019 par le DOA en collaboration avec la Haute Ecole Pédagogique de Fribourg, des enseignantes de 3H/4H et une directrice d'école dans le sens d'une évaluation formative orientée sur l'encouragement en 3H et au premier semestre de la 4H conformément au Lehrplan 21. Si un-e élève devait éprouver sur le long terme des difficultés d'apprentissage importantes et significatives, les mesures de soutien nécessaires pourraient être mises en place sur la base de ces documents. En novembre 2019, toutes et tous les enseignant-e-s de 3H et 4H ont suivi une formation continue obligatoire consacrée à la nouvelle structuration de l'évaluation au 1^{er} cycle ainsi qu'à l'introduction et à l'utilisation du document de base «Lbf 3H/4H». Depuis la fin novembre, l'évaluation en 3H et au premier semestre de la 4H a lieu selon le Lbf 3H/4H sous la forme d'une «année pilote». A la fin de l'année scolaire 2019/20, le document de base «Lbf 3H/4H» sera soigneusement évalué et il sera procédé aux adaptations nécessaires. En 3H et au premier semestre de la 4H n'intervient aucune évaluation sommative des compétences disciplinaires ou transdisciplinaires (avec des appréciations ou des notes). Celle-ci a lieu pour la première fois au 2^e semestre de la 4H et est mentionnée dans le bulletin scolaire de fin de 4H sous la forme d'appréciations.

Avec la prise en compte de la motion 2019-GC-53 approuvée par le Grand Conseil, voici ce qui est valable pour l'enseignement obligatoire alémanique quant au bulletin scolaire à partir de l'année scolaire 2019/20 avec l'introduction du Lehrplan 21:

1H/2H	Attestation de suivi de l'enseignement et attestation de l'entretien avec les parents, lequel s'appuie sur l'instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation .
3H & 1 ^{er} semestre de la 4H	Attestation de suivi de l'enseignement dans les disciplines allemand, mathématiques, NMG (nature, humanité, société), arts, musique, mouvement et sport (aucune notation) ainsi qu' attestation de l'entretien avec les parents, lequel s'appuie sur l'instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation .

2 ^e semestre de la 4H	<p>Le niveau d'atteinte des objectifs fixés pour les compétences disciplinaires est évalué par des appréciations selon l'échelle suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les objectifs d'apprentissage sont très bien atteints. b) Les objectifs d'apprentissage sont bien atteints. c) Les objectifs d'apprentissage sont atteints. d) Les objectifs d'apprentissage sont non atteints. <p>Les compétences transdisciplinaires sont évaluées à l'aide d'une échelle à 4 degrés et de critères qui sont définis par les services de l'enseignement obligatoire.</p>
5H–8H	<p>Le niveau d'atteinte des objectifs fixés pour les compétences disciplinaires est évalué à l'aide de notes (de 6 à 3, les notes au demi étant possibles). Les compétences transdisciplinaires sont évaluées à l'aide d'une échelle à 4 degrés et de critères qui sont définis par les services de l'enseignement obligatoire.</p>
9H–11H	<p>Le niveau d'atteinte des objectifs fixés pour les compétences disciplinaires est évalué à l'aide de notes (de 6 à 1, les notes au demi étant possibles). Les compétences transdisciplinaires sont évaluées à l'aide d'une échelle à 4 degrés et de critères qui sont définis par les services de l'enseignement obligatoire.</p>
1H/2H	<p>Attestation de suivi de l'enseignement et attestation de l'entretien avec les parents, lequel s'appuie sur l'instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation.</p>
3H–4H	<p>Le niveau d'atteinte des objectifs d'apprentissage disciplinaires est évalué par des appréciations selon l'échelle suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les objectifs d'apprentissage sont maîtrisés avec aisance. b) Les objectifs d'apprentissage sont maîtrisés. c) Les objectifs d'apprentissage sont atteints. d) Les objectifs d'apprentissage sont non atteints. <p>Les capacités transversales sont évaluées à l'aide d'une échelle à 4 degrés et de critères qui sont définis par les services de l'enseignement obligatoire. (Instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation)</p>
5H–8H	<p>Le niveau d'atteinte des objectifs d'apprentissage disciplinaires est évalué à l'aide de notes (de 6 à 3, les notes au demi étant possibles). Les capacités transversales sont évaluées à l'aide d'une échelle à 4 degrés et de critères qui sont définis par les services de l'enseignement obligatoire.</p>
9H–11H	<p>Le niveau d'atteinte des objectifs d'apprentissage disciplinaires est évalué à l'aide de notes (de 6 à 1, les notes au demi étant possibles). Les capacités transversales sont évaluées à l'aide d'une échelle à 4 degrés et de critères qui sont définis par les services de l'enseignement obligatoire.</p>

Les différences linguistiques régionales (*en gris*) des bulletins scolaires dans le canton de Fribourg concernent ainsi le moment de l'introduction de l'évaluation sommative (appréciations) au 1^{er} cycle ainsi que la terminologie et les contenus des plans d'études PER et Lehrplan 21 (disciplines, descriptifs de disciplines, formulations relatives aux critères des compétences transdisciplinaires).

Ainsi, il est donné suite à la demande formulée dans la motion acceptée par le Grand Conseil le 26 juin 2019 selon laquelle une évaluation sommative avec des appréciations doit avoir lieu pour la première fois à la fin du 1^{er} cycle (4H, fin du 2^e semestre) dans le bulletin scolaire de la partie alémanique. Cela nécessite la modification suivante de l'article 37 de la loi sur la scolarité obligatoire (LS) du 9 septembre 2014:

Art. 37 al. 4 (nouveau)

⁴ Le contenu des bulletins scolaires se réfère au plan d'études de la région linguistique concernée.

3. Conséquences financières et en personnel

Le présent projet n'entraîne aucune conséquence financière ou en personnel.

4. Répartition des tâches Etat-communes

Le présent projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

La thématique «Evaluation et bulletin scolaire de l'enseignement obligatoire» est une tâche pédagogique relevant de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport.

5. Effets sur le développement durable

Les effets sur le développement durable (art. 197 LGC) ont été évalués à l'aide de la Boussole21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale de Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et la nouveauté qu'apporte la modification de la loi scolaire.

Les effets de la modification se déploient sur le domaine Société.

Cette modification de loi améliore la cohérence avec les plan d'études des deux régions linguistique (PER et Lehrplan 21). Par contre, elle diminue la cohérence cantonale.

6. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet

Le présent projet est conforme à la Constitution fédérale et cantonale, ainsi qu'au droit fédéral et elle ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

7. Soumission aux référendums législatif et financier

Le présent projet est soumis au référendum législatif. Il n'est pas soumis au référendum financier.



Botschaft 2020-DICS-7

11. Februar 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule (Beurteilung und Schulzeugnis)

Als Antwort auf die Motion 2019-GC-53 Jakob Christine/Johner-Etter Ueli zur Beurteilung und Zeugnis im 1. Zyklus (1–4H) des obligatorischen Unterrichts unterbreiten wir Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG).

1. Hintergrund des Änderungsvorschlags	5
2. Die Notwendigkeit der Gesetzesänderung	6
3. Finanzielle und personelle Auswirkungen	8
4. Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden	8
5. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	8
6. Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europa-Verträglichkeit der Vorlage	8
7. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum	8

1. Hintergrund des Änderungsvorschlags

1.1. Motion 2019-GC-53 Jakob Christine/ Johner-Etter Ueli. Beurteilung und Zeugnis im 1. Zyklus (1–4H) des obligatorischen Unterrichts

Die Motion 2019-GC-18 betreffend Beurteilung und Zeugnis im 1. Zyklus (1–4H) des obligatorischen Unterrichts wurde von der Grossrätin Christine Jakob und dem Grossrat Ueli Johner-Etter sowie von 31 Mitunterzeichnenden am 15. April 2019 eingereicht und am 23. April 2019 dem Staatsrat übermittelt. Die Motionäre wiesen darauf hin, dass auf Entscheid des Kantons die Schulen des obligatorischen deutschsprachigen Unterrichts ab dem Schuljahr 2019/20 nach dem Lehrplan 21 (LP 21) arbeiten und das Schulzeugnis, gemäss Empfehlung des Fachberichts «Beurteilen» der Deutschschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz (D-EDK), frühestens am Ende des 1. Zyklus (Ende der 2. Primarklasse/4H) eine Leistungsbeurteilung beinhalten solle. Dies mit der Begründung, dass die Schülerinnen und Schüler dieser Stufe starke Unterschiede bezüglich ihrer Lernentwicklung vorweisen und um zu frühen, nicht altersgemässen Leistungsdruck zu vermeiden.

Gemäss den Motionären widerspricht der Grundsatzentscheid vom 14. Dezember 2018 der Direktion für Erzie-

hung, Kultur und Sport (EKSD) betreffend Beurteilung und Schulzeugnis im 1. Zyklus (1H/2H: Unterrichtsbestätigung, Bestätigung des Elterngesprächs mit Aufzeigen der Lernfortschritte der Schülerin oder des Schülers anhand des offiziellen Begleit- und Beurteilungsinstruments; 3H/4H: Bewertung der Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen anhand einer 4er-Skala mit Prädikaten) zwecks Harmonisierung beider Sprachregionen sowohl der Empfehlung des Fachberichts der D-EDK wie auch dem Grundgedanken des LP 21.

Die Motionäre sind der Ansicht, dass der Kanton Freiburg mit zwei unterschiedlichen Lehrplänen sowie sprachregionalen und kulturellen Unterschieden, auch zwei unterschiedliche Schulzeugnismodelle im öffentlichen Bildungsbereich zulassen solle und die entsprechenden Massnahmen zu treffen seien.

Daher verlangen sie, der Empfehlung der D-EDK und dem entsprechenden Fachbericht der Arbeitsgruppe der Kommission Volksschule «Beurteilen» nachzukommen, dass im deutschsprachigen Schulzeugnis erstmals am Ende des ersten Zyklus (2. Semester 4H) eine summative Beurteilung mit Prädikaten erfolgt. Die gesetzlichen Bestimmungen seien entsprechend anzupassen.

1.2. Antwort des Staatsrats auf die Motion und Abstimmungsentscheid des Grossen Rates

Am 28. Mai 2019 antwortete der Staatsrat den Motionären mit einem Überblick über die aktuelle Handhabung der Beurteilung der Fachbereiche im Schulzeugnis von der 1H bis zur 11H im deutsch- und französischsprachigen Kantonsteil.

Im Weiteren erinnerte der Staatsrat daran, dass mit dem Gesetz vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (SchG, SGF 411.0.1) der Forderung des Grossen Rates zur Harmonisierung der beiden Schulsysteme und Gleichbehandlung aller Schülerinnen und Schüler im Kanton Rechnung getragen werde.

Der Staatsrat war der Ansicht, dass die Artikel 37 und 38 des neuen SchG und die Artikel 72 bis 75, 77 bis 79 und 81 des Reglements vom 19. April 2016 zum Gesetz über die obligatorische Schule (SchR, SGF 411.0.11) alle notwendigen Rechtsgrundlagen enthielten, um eine harmonisierte und gleichwertige Bewertung – insbesondere hinsichtlich Schulzeugnis – der deutsch- und französischsprachigen Schülerinnen und Schüler im Kanton Freiburg zu gewährleisten. Dabei gewichtete er die Harmonisierung innerhalb des Kantons höher als die sprachregionale oder interkantonale, da die deutsch- und französischsprachigen Schülerinnen und Schüler des Kantons Freiburg nach ihrer obligatorischen Schulzeit die gleichen postobligatorischen kantonalen Berufs- oder Mittelschulen der Sekundarstufe 2 (Gymnasien, Fach- und Handelsmittelschulen) besuchen. Betreffend der Stufen 3H und 4H existierte bereits eine bewährte, gleichwertige Handhabung der Beurteilung der fachlichen Kompetenzen im deutsch- und französischsprachigen Schulzeugnis und diese sollte beibehalten werden. Aus diesen Gründen schlug der Staatsrat vor, die Motion abzulehnen.

Der Grosse Rat ist dieser Empfehlungen nicht gefolgt. Am 26. Juni 2019 wurde die Motion mit 57 zu 31 Stimmen bei 4 Stimmenthaltungen als erheblich erklärt. Die Gründe, welche zu diesem Entscheid führten, betrafen vor allem die Frage des Zeitpunkts und der Form einer summativen Beurteilung im Schulzeugnis im 1. Zyklus. Die Beurteilung im 1. Zyklus soll in erster Linie formativ in Form von Feedbacks und regelmässigen Standortbestimmungen erfolgen. Viele Parlamentarierinnen und Parlamentarier waren der Ansicht, dass die Einführung des LP 21 der richtige Zeitpunkt für einen Haltungswechsel hinsichtlich der Beurteilungspraxis sei. Die sprachregionale Auslegung der Bildungsziele in den Lehrplänen PER und LP 21 sowie die sprachlich-kulturelle Prägung sollen in die Beurteilungspraxis einfließen. Somit sollen im Kanton Freiburg für den 1. Zyklus zwei unterschiedliche Zeugnismodelle gelten. Mit diesem Entscheid wird der Staatsrat verpflichtet, eine Änderung von Artikel 37 SchG vorzuschlagen.

2. Die Notwendigkeit der Gesetzesänderung

Der Grosse Rat verankerte im Jahr 2014 die gesetzlichen Grundlagen zur Beurteilung und Promotion im SchG. Zu erwähnen sind dabei zwei Schwerpunkte:

- > Artikel 37 Abs.1 SchG: *Die Arbeiten in der Schule sind Gegenstand einer regelmässigen Beurteilung, die den einzelnen Schülerinnen und Schülern und ihren Eltern mitgeteilt wird.*
- > Artikel 38 Abs. 1 SchG: *Massgebend für den Übertritt von einem Schuljahr ins nächste oder von einem Zyklus in den nächsten sind die schulische Arbeit, die erworbenen Kenntnisse und Fähigkeiten sowie das Alter der Schülerin oder des Schülers.*

Die Artikel 72–79 SchR präzisieren ausführlich Ziel, Inhalt, Modalitäten, Kriterien und Bekanntgabe der Beurteilung sowie Angaben betreffend Schulzeugnis. Mit der Verankerung des Bezugs des Inhalts der Schulzeugnisse auf die Lehrpläne in Artikel 37 SchG soll der Forderung der Motion Rechnung getragen werden.

Die Terminologie der Lehrpläne hinsichtlich Fachbezeichnungen und überfachlichen Kompetenzen muss in den Schulzeugnissen der jeweiligen Sprachregion aufgenommen werden. In diesem Kapitel wird erklärt, welche unterschiedlichen Einflüsse die sprachregionale Auslegung der Bildungsziele in die zwei Lehrpläne «Plan d'études romand» (PER) und LP 21 hinsichtlich Beurteilungsverständnis und Schulzeugnis des 1. Zyklus des deutschsprachigen obligatorischen Unterrichts haben.

Diese Botschaft stützt sich weitgehend auf die Antwort des Staatsrats vom 28. Mai 2019 auf die Motion 2019-GC-53.

2.1. Zwei sprachregionale Lehrpläne (PER und LP 21)

Im französischsprachigen Kantonsteil wurde der PER 2010 eingeführt, der LP 21 trat an den deutschsprachigen obligatorischen Schulen auf Beginn des Schuljahres 2019/20 in Kraft und wird bis Ende Schuljahr 2022/23 vollständig implementiert sein. Die sprachregionale Auslegung der Bildungsziele in den PER und LP 21 sowie die sprachlich-kulturelle Prägung haben auf unterschiedlichen Ebenen auf die Schulen der beiden Sprachregionen Einfluss. Dieser Einfluss betrifft unter anderem die Schulkultur, die Schul- und Unterrichtsorganisation, die Stundentafeln und das Beurteilungsverständnis.

2.2. Beurteilungsverständnis

Weder der LP 21 noch der PER machen Aussagen zur promotionsrelevanten Beurteilung, namentlich nicht zu Prüfungen, Schulzeugnissen, Notengebung und Promotionsregelungen, welche kantonal geregelt werden. Hingegen macht der im Begehrten der Motionäre erwähnte Fachbericht «Beurteilen»

der Arbeitsgruppe Kommission Volksschule (03.11.2015) der Deutschschweizer Erziehungsdirektoren (D-EDK) für die Leistungsbeurteilung im ersten Zyklus (1H-4H) folgende Empfehlung: «Da der LP 21 erstmals für das Ende des 1. Zyklus (Ende der 2. Primarklasse/4H) verbindliche Ziele formuliert, sollte das Zeugnis auch frühestens am Ende des 1. Zyklus eine Leistungsbeurteilung beinhalten. Damit wird einerseits der Tatsache Rechnung getragen, dass sich die Kinder auf dieser Stufe hinsichtlich ihrer Lernentwicklung stark unterscheiden. Zudem kann vermieden werden, dass die Kinder zu früh einem nicht altersgemässen Leistungsdruck ausgesetzt werden».

Wie erwähnt, macht der LP 21 keine Aussagen zur promotionsrelevanten Beurteilung, da diese in der Hoheit der Kantone liegt und sich auf die jeweiligen kantonalen Rahmenbedingungen stützt. Somit gibt es auch in den Deutschschweizer Kantonen keine einheitliche Praxis bezüglich zeugnisrelevante Beurteilung im ersten Zyklus.

Hingegen bieten die Kompetenzformulierungen des LP 21 die Möglichkeiten der Stärkung der formativen, förderorientierten Beurteilung in allen Zyklen. Hierzu hat das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht (DOA) ein schulinternes Weiterbildungskonzept mit drei Modulen («Beurteilung und Kompetenzerleben», «Formatives Feedback und adaptive Unterstützung» sowie «Differenzierung und Lernaufgaben») entwickelt, die im Zeitraum von 2019/20–2022/23 von allen Schulen verbindlich durchgeführt werden müssen.

2.3. Schulzeugnis des 1. Zyklus für den deutschsprachigen obligatorischen Unterricht

Um den Forderungen der vom Grossen Rat erheblich erklärten Motion 2019-GC-2019 nachzukommen, erfolgt die Beurteilung im 1. Zyklus im Schulzeugnis mit Inkrafttreten des LP 21 auf Beginn des Schuljahres 2019/20 wie folgt:

- > In der 1H und 2H werden im Schulzeugnis der Unterrichtsbesuch sowie der Hinweis vermerkt, dass ein Elterngespräch zum aktuellen Lern- und Entwicklungsstand auf der Grundlage des offiziellen Dokuments «Lernen begleiten und fördern in der 1H und 2H» (Lbf 1H/2H) des DOA stattgefunden hat.
- > In der 3H und im 1. Semester 4H werden im Schulzeugnis der Unterrichtsbesuch in den Fächern «Deutsch», «Mathematik», «Natur, Mensch, Gesellschaft (NMG)», «Gestalten», «Bewegung und Sport» sowie «Musik» mit «besucht» vermerkt. Ebenfalls wird im Schulzeugnis bestätigt, dass ein Elterngespräch basierend auf dem verbindlichen Basinstrument «Lernen begleiten und fördern 3H/4H» (Lbf 3H/4H) zum aktuellen Lern- und Entwicklungsstand der Schülerin oder des Schülers in den fachlichen und überfachlichen Kompetenzen stattgefunden hat. Nach Erheb-

lich-erklärung der Motion wurde dieses Instrument vom DOA in Zusammenarbeit mit der Pädagogischen Hochschule Freiburg, Lehrerinnen der 3H/4H und einer Schulleiterin zur formativen förderorientierten Beurteilung in der 3H und im ersten Semester der 4H gemäss LP 21 entwickelt und Mitte Oktober 2019 fertiggestellt. Sollte eine Schülerin oder ein Schüler längerfristig grosse und signifikante Lernschwierigkeiten haben, können aufgrund dieser Dokumente die nötigen Unterstützungsmaßnahmen ergriffen werden. Alle Lehrpersonen der 3H und 4H absolvierten im November 2019 eine obligatorische Weiterbildung betreffend neue Ausrichtung der Beurteilung im 1. Zyklus sowie der Einführung und Handhabung des «Basisdokuments Lbf 3H/4H». Seit Ende November erfolgt die Beurteilung in der 3H und im 1. Semester 4H gemäss Lbf 3H/4H im Sinne eines «Pilotjahres». Ende Schuljahr 2019/20 wird das «Basisdokument Lbf 3H/4H» sorgfältig evaluiert und die nötigen Anpassungen vorgenommen. In der 3H und im 1. Semester 4H erfolgt *keine summative Bewertung* der fachlichen und überfachlichen Kompetenzen (mit Prädikaten oder Noten). Diese findet erstmals im 2. Semester der 4H statt und wird im Schulzeugnis am Ende der 4H in Form von Prädikaten ausgewiesen.

Mit der Umsetzung der vom Grossen Rat erheblich erklärten Motion 2019-GC-53 gilt für den deutschsprachigen obligatorischen Unterricht mit Inkrafttreten des LP 21 hinsichtlich Schulzeugnis ab Schuljahr 2019/20:

1H/2H	Unterrichtsbestätigung und Bestätigung des Elterngesprächs, welches sich auf das offizielle Begleit- und Beurteilungsinstrument stützt.
3H & 4H 1. Semester	Unterrichtsbestätigung in den Fächern Deutsch, Mathematik, NMG (Natur, Mensch, Gesellschaft), Gestalten, Musik, Bewegung und Sport (keine Bewertung) sowie Bestätigung des Elterngesprächs, welches sich auf das offizielle Begleit- und Beurteilungsinstrument stützt.
4H 2. Semester	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird anhand von Prädikaten mit folgender Skala bewertet: a) Lernziele sehr gut erreicht b) Lernziele gut erreicht c) Lernziele erreicht d) Lernziele nicht erreicht Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt.
5H-8H	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird anhand von Noten (6–3, halbe Noten sind möglich) bewertet. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt.
9H-11H	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird anhand von Noten (6–1, halbe Noten sind möglich) bewertet. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt.

Für den französischsprachigen obligatorischen Unterricht wird hinsichtlich Schulzeugnis mit Beginn des Schuljahres 2021/22 Folgendes gelten:

1H/2H	Unterrichtsbestätigung und Bestätigung des Elterngesprächs , welches sich auf das offizielle Begleit- und Beurteilungsinstrument stützt.
3H & 4H	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird mit folgender Skala anhand von Prädikaten bewertet: a) Die Lernziele werden mit Leichtigkeit beherrscht. b) Die Lernziele werden beherrscht. c) Die Lernziele werden erreicht. d) Die Lernziele werden nicht erreicht. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt (Offizielles Begleit- und Beurteilungsinstrument).
5H–8H	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird anhand von Noten (6–3, halbe Noten sind möglich) bewertet. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt.
9H–11H	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird anhand von Noten (6–1, halbe Noten sind möglich) bewertet. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt.

Die sprachregionalen Unterscheide (*grau hinterlegt*) der Schulzeugnisse im Kanton Freiburg betreffen somit den Zeitpunkt der Einführung der summativen Bewertung (Prädikate) im 1. Zyklus sowie die Terminologie und Inhalte der Lehrpläne PER und LP 21 (Fächer, Fachbezeichnungen, Formulierungen bezüglich der Kriterien der überfachlichen Kompetenzen).

Damit wird der Forderung der am 26. Juni 2019 vom Grossen Rat erheblich erklärten Motion, dass im deutschsprachigen Schulzeugnis erstmals am Ende des ersten Zyklus (4H Ende 2. Semester) eine summative Beurteilung mit Prädikaten erfolgt, entsprochen. Dies bedingt folgende Anpassung von Artikel 37 des Gesetzes vom 9. September über die obligatorische Schule (SchG):

Art. 37 Abs. 4 (neu)

⁴ Der Inhalt der Schulzeugnisse bezieht sich auf den Lehrplan der jeweiligen Sprachregion.

3. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Der vorliegende Gesetzesentwurf hat weder finanzielle noch personelle Auswirkungen zur Folge.

4. Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden

Diese Gesetzesänderung ändert nichts an der Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden.

Die Thematik «Beurteilung und Zeugnis des obligatorischen Unterrichts» ist eine pädagogische Aufgabe und liegt in der Verantwortung der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport.

5. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung (Art. 197 GRG) wurden gemäss der kantonalen Strategie «Nachhaltige Entwicklung» mit dem Instrument Kompass 21 analysiert. Diese Beurteilung basiert auf einer Gegenüberstellung der heutigen Situation und der Neuerungen, welche die Änderung des Schulgesetzes mit sich bringt.

Die Auswirkungen der Gesetzesänderungen machen sich im gesellschaftlichen Bereich sichtbar.

Die Gesetzesvorlage verbessert die Kohärenz mit den Lehrplänen (PER und LP 21) der beiden Sprachregionen. Auf der anderen Seite vermindert sie die kantonale Kohärenz.

6. Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europa-Verträglichkeit der Vorlage

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit der Bundes- und Kantonsverfassung sowie mit dem europäischen Recht.

7. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum

Diese Gesetzesvorlage untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht hingegen nicht dem Finanzreferendum.

**Loi modifiant la loi sur la scolarité obligatoire
(évaluation et bulletin scolaire)**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **411.0.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la motion 2019-GC-53 Jakob Christine/Johner-Etter Ueli – Evaluation et bulletin scolaire au premier cycle (1–4H) de la scolarité obligatoire –, prise en considération par le Grand Conseil le 26 juin 2019;

Vu le message 2020-DICS-7 du Conseil d'Etat du 11 février 2020;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 411.0.1 (Loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS), du 9.9.2014) est modifié comme il suit:

Art. 37 al. 4 (nouveau)

⁴ Le contenu des bulletins scolaires se réfère au plan d'études de la région linguistique concernée.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule (Beurteilung und Schulzeugnis)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **411.0.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Motion 2019-GC-53 Jakob Christine/Johner-Etter Ueli – Beurteilung und Zeugnis im 1. Zyklus (1–4H) des obligatorischen Unterrichts –, die vom Grossen Rat am 26. Juni 2019 erheblich erklärt wurde; nach Einsicht in die Botschaft 2020-DICS-7 des Staatsrats vom 11. Februar 2020; auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 411.0.1 (Gesetz über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG), vom 9.9.2014) wird wie folgt geändert:

Art. 37 Abs. 4 (neu)

⁴ Der Inhalt der Schulzeugnisse bezieht sich auf den Lehrplan der jeweiligen Sprachregion.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.